



SELECTION D'UN CONSULTANT

N° CQS/MCA-M/EW-33/COMPACT-PP-10

Financé par

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

A TRAVERS

MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION (MCC)

Sélection d'un Cabinet de Consultants chargé de « l'Appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la formation professionnelle privée : processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public »

INVITATION POUR CONSULTANT

13 Mars 2020

Titre de la mission : Sélection d'un Cabinet de Consultants chargé de « l'Appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la formation professionnelle privée : processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public »

Référence de la mission : N° CQS/MCA-M/EW-33/COMPACT-PP-10

Madame, Monsieur,

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15%, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux projets à savoir :

Projet 1 : « Éducation et formation pour l'employabilité »

Ce projet vise la promotion de l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

Projet 2 : « Productivité du foncier »

Ce projet vise à accroître la productivité du foncier et de l'investissement privé.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, l'Agence MCA-Morocco, souhaite engager des **services d'un Consultant (cabinet) pour l'appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la formation professionnelle privée : processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public**, selon les termes de références présentés en annexe 3, avec une durée de la mission qui est estimée à **vingt (20)** mois à compter à partir de la date de notification de l'ordre de service de commencement de la mission.

L'objectif de cette consultation est de définir les contours de la mission portant sur l'accompagnement du DFP et de ses partenaires dans le processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public.

La sélection du consultant ayant les meilleures qualifications et la meilleure expérience se déroulera conformément aux directives de MCC en matière de passation des marchés suivant la procédure « Sélection basée sur la qualification du Consultant (CQS) » qui est une méthode basée sur l'examen

des qualifications et des références du consultant. Cette procédure est consultable sur le site web de MCC <https://www.mcc.gov/resources/doc/program-procurement-guidelines>.

Le Soumissionnaire ayant obtenu le meilleur score à l'issue de l'évaluation des qualifications, sera invité à soumettre une proposition technique et financière.

Il est à préciser que les présents Termes de référence relatifs à cette mission sont présentés à titre indicatif en Annexe 3 afin que le Consultant puisse apprécier les objectifs et attentes de la mission à venir. Le délai global associé à l'exécution de ladite mission est **de 20 mois**, sans toutefois dépasser la date de la fin du Compact du 30 juin 2022.

Afin de permettre à MCA-Morocco d'apprécier leurs qualifications relatives à la consultation précitée, les Consultants intéressés devront soumettre un dossier de qualification rédigé en langue française.

Les dossiers de qualification doivent être déposés de manière électronique, via le lien <https://www.dropbox.com/request/MoVEMQPdKMFLQswQd1hC>, au plus tard le **30 mars 2020, à 15h00mn, heure locale, à Rabat**. Après cette date et heure, ce lien expirera et aucun document ne pourra y être déposé.

Il convient de noter que **seuls les dossiers déposés via le lien sus indiqué** seront **acceptés**. Les modalités de soumissions électroniques étant uniquement celles décrites dans l'annexe 1- Procédures de soumission électroniques des propositions.

Le dossier de qualification devra contenir les éléments suivants :

Formulaires Techniques

- ✓ Un formulaire de manifestation d'intérêt **TECH-1** en la forme présentée à l'Annexe 2 dûment complété et signé ;
- ✓ Des informations sur la capacité financière du Consultant selon le formulaire **TECH-2A** présenté en Annexe 2 ;
- ✓ Le formulaire **TECH-2B** dûment complété et signé selon le formulaire présenté en Annexe 2 ;
- ✓ Une description et présentation du cabinet, ses qualifications et son expérience selon le formulaire **TECH-3** en Annexe 2. Elle a pour but de démontrer que le Consultant dispose des compétences lui permettant de se mobiliser pour exécuter les prestations objet de cette consultation ;
- ✓ Une présentation des références du Consultant dans des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation, réalisées durant les 5 dernières années confirmées par des certificats de bonne réussite de la mission (année de réalisation, type de mission, etc.), selon les formulaires **TECH-4 et TECH-5A**.

Le Soumissionnaire ayant obtenu le meilleur score à l'issue de l'évaluation des qualifications, sera invité à soumettre une proposition technique et financière.

Toute proposition ayant obtenu un total de moins de **80 points** sera écartée.

Tout soumissionnaire incapable de démontrer à travers ses informations financières (**Annexe 2 - Formulaire Tech-2A**) qu'il est économiquement et financièrement en mesure d'exécuter les prestations décrites dans les Termes de référence sera disqualifié.

Les Consultants ont le droit de s'associer en indiquant leur chef de file.

Grille d'évaluation

| Critère | Points max |
|--|------------|
| 1. Capacité Organisationnelle du Consultant | 20 |
| 1.1 Capacité organisationnelle et Expérience dans le domaine de la formation professionnelle | 20 |
| 2. Expérience dans l'exécution de projets similaires | 80 |
| 2.1 Expérience d'au moins 8 ans dans l'exécution d'assistance technique de même nature pour un budget supérieur ou égal à 1.000.000 MAD (100.000 USD) les dix dernières années. | 35 |
| 2.2 Avoir assuré l'assistance technique au moins pour trois projets similaires | 35 |
| 2.3 Expérience dans le domaine de la formation professionnelle dans des pays en voie de développement, de préférence en Afrique du Nord. | 10 |
| Total | 100 |

Note sur la fiscalité :

Les prestations réalisées dans le cadre des activités de l'Agence MCA-Morocco et financées par MCC sont exemptées de la TVA mais ne sont pas exemptées des autres impôts. A ce sujet, vous êtes priés de vous reporter à l'**Annexe 4** (*Tax Exemption Guidelines for Vendors*).

Si un soumissionnaire désire obtenir des clarifications sur la présente consultation, il devra faire parvenir ses demandes par e-mail, au plus tard le **18 mars 2020**, afin que les réponses soient fournies à tous les soumissionnaires enregistrés au plus tard le **24 mars 2020**, à l'adresse suivante : procurement@mcamorocco.ma.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.

Signé : Abdelghni Lakhdar

Directeur Général de l'Agence MCA-Morocco

Annexes jointes :

- Annexe n°1- Procédure de soumission électronique des propositions
- Annexe n°2- Formulaires de soumission: TECH-1, TECH-2A, TECH-2B, TECH-3, TECH-4, TECH-5A
- Annexe n°3- Termes de référence
- Annexe n°4- Tax Exemption Guidelines for Vendor

ANNEXE 1- PROCEDURE DE SOUMISSION ELECTRONIQUE DES PROPOSITIONS

- 1 Chaque consultant utilisera le lien ci-après pour soumettre son dossier de qualification : <https://www.dropbox.com/request/MoVEMQPdKMFLQswQd1hC>
- 2 Le lien de demande de fichiers expire à la date limite de soumission des dossiers de qualification. Le lien de demande de fichier peut être utilisé plusieurs fois pour soumettre des documents supplémentaires. Si le Soumissionnaire soumet plusieurs versions de son dossier, celui-ci devra impérativement en informer l'Agence MCA-Morocco avant la date et heure limite de soumission à l'adresse : procurement@mcamorocco.ma et indiquer la version à considérer et la version à retirer. Dans le cas où aucun message n'est transmis par le Soumissionnaire, seule la version la plus récente sera retenue.
- 3 Tous les documents soumis (que ce soit en fichier simple ou en dossiers de fichiers) doivent être au format PDF. Aucun fichier ni dossier compressé n'est accepté. Par conséquent, les documents soumis dans un format archivé et/ou compressé (compressé par WinZip - y compris toute application de la catégorie zip, WinRAR, 7z, 7zX ou tout autre format similaire) ne sont pas acceptés.
- 4 Les dossiers de qualification ne doivent pas dépasser 10 Go chacune.
- 5 Les consultants sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs dossiers seront téléchargés via le lien de demande de fichier. Il est donc conseillé aux consultants de commencer le processus de téléchargement de leurs dossiers, via le lien de demande de fichier, en temps adéquat avant la date limite de soumission des dossiers.
- 6 Les dossiers doivent être soumis uniquement via le lien de demande de fichiers. Les dossiers soumis par courrier électronique ne seront pas acceptés. En outre, les dossiers de qualification doivent être soumis au plus tard à la date et l'heure limites de soumission des dossiers.
- 7 Les consultants doivent utiliser la nomenclature suivante pour les noms de fichiers de propositions :
 - a. Nom du fichier du dossier de qualification : EW-33_Dossier de qualification ***[nom du consultant] MCA-Morocco***

ANNEXE 2- FORMULAIRES DE SOUMISSION

Formulaire TECH-1

Formulaire d'expression d'intérêt

Rabat, le [insérer la date]

À : **M. Abdelghni LAKHDAR**, Directeur Général

Adresse : Agence MCA-Morocco, Complexe administratif et culturel de la Fondation
Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI-
Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc

Sélection d'un Consultant chargé de l'Appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la formation professionnelle privée : processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public.

Réf : N° CQS/MCA-M/EW-33/COMPACT-PP-10

Madame, Monsieur,

Nous, soussignés, exprimons notre intérêt à titre de Consultant, pour la mission citée plus haut conformément à votre demande de manifestation d'intérêt en date du **[Insérer la date]** et vous soumettons par la présente, le dossier de qualification.

Nous déclarons par la présente que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans

La politique de MCC en matière de lutte contre la Traite des personnes, et que nous ne nous engagerons pas, ne faciliterons pas et n'autoriserons pas ces activités interdites tout au long de la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites dans la politique de MCC en matière de lutte contre la Traite des personnes ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos sous-traitants ou de la part des employés de nos sous-traitants. Enfin, nous reconnaissons que notre engagement dans de telles activités constituera un motif de suspension ou de résiliation de l'emploi ou du contrat.

Nous avons pris connaissance de la Politique de MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de MCC¹. Nous avons pris des mesures visant à garantir qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est engagée dans des pratiques de corruption ou de fraude. Nous soumissionnons solidairement et conjointement avec :

[Insérer la liste comportant le nom et l'adresse complets de chaque Consultant associé].²

¹ Disponible sur le site web : www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption

² [Supprimer si aucun regroupement n'est envisagé.]

Nous attestons par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans ce dossier de qualification sont exactes et acceptons que toute erreur qu'elles contiendraient puisse entraîner notre disqualification.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter les propositions que vous recevez.

Sincères salutations,

[Signataire autorisé]

**[Nom et fonction du
signataire]**

[Nom du Consultant]

[Adresse du Consultant]

[Email du consultant]

Annexes :

1. Procuration écrite confirmant que le signataire de la proposition est dûment autorisé à signer la proposition au nom du Consultant et de ses associés ;
2. Acte(s) constitutif(s) (ou autres documents justifiant le statut juridique) ;
3. Accord conjoint et solidaire de constitution de coentreprise ou de groupement, indiquant le nom du chef de file.

Formulaire TECH-2A Capacité financière du Consultant

L'Entité MCA se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur la capacité financière du consultant. Tout Consultant qui se trouve dans l'incapacité de démontrer qu'il a la capacité financière d'exécuter les services requis peut être disqualifié.

Par conséquent, le consultant doit fournir avec sa proposition, sous le titre « Formulaire TECH-2A », la preuve d'un financement dédié à la mise en œuvre des services. Cette preuve peut être, par exemple, sous forme d'une attestation de sa banque, ou d'une autre institution compétente, avec lequel le consultant possède ou a accès au financement nécessaire (accès à des ressources financières ou la disponibilité de telles ressources comme des actifs liquides, des biens immobiliers non grevés d'hypothèque, des lignes de crédit, et autres moyens financiers...).

Dans le cas où la proposition est soumise par une co-entreprise, toutes les parties de la co-entreprise doivent soumettre la preuve requise relative à sa capacité financière.

Formulaire TECH-2B Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés impliquant le Consultant

[Fournir des informations sur les procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés des cinq (5) dernières années comme indiqué sur le formulaire ci-dessous.]

Le Consultant, ou une société, une entité ou une filiale apparentée, a-t-il été, au cours des cinq (5) dernières années, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou l'issue pourrait raisonnablement être interprétée par l'Agence MCA-Morocco comme pouvant avoir un impact sur la situation financière ou opérationnelle du Consultant de manière à affecter négativement sa capacité à satisfaire à l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat ?

Non : ____ Oui : _____ (voir ci-après)

Litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends au cours des cinq (5) dernières années

| Année | Objet du contentieux | Valeur de la décision rendue contre le Consultant en équivalent de USD : |
|-------|----------------------|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Formulaire TECH-3

Organisation du Consultant

[Fournir un résumé du profil et de l'organisation de votre cabinet/entité et de chacun de vos associés dans le cadre de cette mission. Inclure l'organigramme de votre cabinet/entité. La proposition doit montrer que le Consultant dispose des capacités organisationnelles et de l'expérience nécessaires pour fournir au siège, un système de gestion de projet relatif au Contrat et à son équipe projet dans le pays, un appui administratif et technique. La proposition doit en outre montrer que le Consultant peut travailler hors siège et fournir rapidement du personnel remplaçant expérimenté.]

Maximum 10 pages

Formulaire TECH-4 Expérience du Consultant

[Fournir dans le tableau ci-dessous des informations sur chaque mission pertinente pour laquelle votre cabinet et chacun de vos associés pour la mission ont été officiellement recrutés à titre individuel comme société ou comme l'un des cabinets chefs de file au sein d'un groupement, pour accomplir des services de Consultants similaires à ceux mentionnés dans les Termes de référence de la présente lettre d'invitation. La proposition doit montrer que le Consultant a fait ses preuves dans l'exécution de projets similaires quant à la substance, à la complexité, à la valeur, à la durée et au volume de services liés à cette consultation.

Maximum 20 pages]

| | |
|--|--|
| Dénomination de la mission : | Montant approximatif du Contrat (en USD courant) : |
| Pays : Localisation dans le pays : | Durée de la mission (en mois) : |
| Nom du client : | Nombre des mois de travail des professionnels pour la mission : |
| Courriel et numéro de téléphone des contacts donnés à titre de référence : | Fournir les coordonnées d'au moins trois (3) personnes susceptibles de fournir des informations substantielles sur (1) le type de travail effectué et (2) la qualité du travail. Pour chaque référence, indiquez un contact, son poste, son adresse, son numéro de téléphone et son courriel |
| Adresse : | Montant approximatif des services fournis par votre cabinet en vertu du Contrat (en USD courant) : |
| Date de début (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année) : | Nombre de mois de travail des professionnels fournis par les Consultants associés : |
| Nom des consultants associés (le cas échéant) : | Nom des responsables de votre cabinet participant à la mission, et les tâches réalisées (indiquer les responsables, par exemple directeur/coordonnateur du projet, Responsable de l'équipe) : |
| Description du projet : Description des demandes de mobilisation du projet et de la manière dont votre cabinet a géré les besoins administratifs, logistiques et financiers requis pour cette mobilisation. | |
| Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission : | |

Nom du cabinet : _____

Formulaire TECH-5 A Références des contrats financés par MCC

Le Consultant ou le membre d'une co-entreprise/d'une association qui compose le Consultant doit compléter ce formulaire et fournir des informations sur tous les contrats financés par MCC (exécutés soit directement avec MCC, soit avec une Entité du Millennium Challenge Account, où que ce soit dans le monde) auxquels le Consultant ou un membre d'une co-entreprise/d'une association qui compose le Consultant est ou a été partie, que ce soit à titre de Consultant principal, d'affilié, d'associé, de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre.

| Contrats avec MCC | | | |
|--------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------------------------|
| Nom et numéro du Contrat | Prise part dans le Contrat | Montant total du Contrat | Nom et adresse du Maître d'ouvrage |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

| Contrats avec une Entité MCA | | | |
|------------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------------------------|
| Nom et numéro du Contrat | Part prise dans le Contrat | Montant total du Contrat | Nom et adresse du Maître d'ouvrage |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Programme MCA-Morocco (Compact II)

Termes de référence

« Appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la formation professionnelle privée : processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public »

Acronymes et significations :

| | |
|-------------|---|
| DFP | Département de la Formation Professionnelle |
| EFP | Etablissement de Formation Professionnelle |
| EFPP | Etablissement de Formation Professionnelle Privée |
| FMEP | Fédération Marocaine de l'enseignement Privé |
| FP | Formation Professionnelle |
| MCA | Millennium Challenge Account-Morocco |
| MCC | Millennium Challenge Corporation |

1. INTRODUCTION

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain. Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le projet « Education et formation pour l'employabilité » a pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et de l'accès équitable à ces programmes, afin de mieux répondre aux besoins du secteur productif. Ce projet s'articule autour de deux activités, à savoir « Education secondaire » et « **Développement de la formation professionnelle et de l'emploi** ».

- **L'activité « Education secondaire »** comprend trois composantes fondamentales : (i) le développement d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire, (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.
- **L'activité « développement de la formation professionnelle (FP) et de l'emploi »** comprend : 1) La création d'un fonds pour le financement des initiatives de création de nouveaux centres ou de reconversion des centres déjà existants via un partenariat public-privé ; 2) L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ; 3) La promotion de l'emploi inclusif par des financements innovants axés sur les résultats permettant l'insertion des femmes économiquement inactives et des jeunes chômeurs à risque issus des zones urbaines et périurbaines dans le marché du travail et 4) L'appui à la mise en place d'un système intégré d'observation du marché du travail.

1.1. Informations sur l'Agence MCA-Morocco :

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, l'Agence est chargée de la mise en œuvre du Compact II.

L'Agence MCA-Morocco est administrée par un Conseil d'orientation stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et assisté d'un Comité de gestion dans la supervision de l'exécution du Compact II.

1.2 Normes et exigences particulières

Le prestataire devra tenir compte, dans l'exécution de sa mission, des politiques générales et des standards de MCC, notamment en termes d'intégration des normes environnementales, de genre et d'inclusion sociale et qui sont applicables à toutes les activités financées par le Compact II.

Normes de performances environnementales et sociales : les directives environnementales de MCC établissent un processus visant à « s'assurer que les projets entrepris dans le cadre des programmes financés par le Compact sont respectueux de l'environnement, qu'ils sont en conformité avec les exigences légales et réglementaires nationales applicables et qu'ils ne sont susceptibles de causer aucun danger significatif pour l'environnement, la santé ou la sécurité ». L'adhésion aux lignes directrices environnementales de MCC exige que tous les projets soient conçus, mis en œuvre et suivis en tenant compte des considérations environnementales et sociales. Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale fournissent les critères spécifiques que les projets et les activités

du Compact doivent respecter ainsi que les principes qui doivent prévaloir lors des différentes phases de développement des projets.

Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) sont disponibles au niveau du lien suivant:

http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/38fb14804a58c83480548f8969adcc27/PS_French_2012_Full-Documents.pdf?MOD=AJPERES

Principes d'inclusion sociale et de genre : L'Agence MCA-Morocco apporte une attention particulière à la prise en compte des inégalités sociales et de genre et à leur intégration lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Les inégalités conduisent à une affectation inefficace des ressources et retardent, par conséquent, le développement, en général, et la croissance économique, en particulier. Pour la mise en œuvre de ces normes, un Plan d'action genre et inclusion sociale (Le PAGIS pourra être partagé avec le prestataire retenu par l'Agence MCA-Morocco) est mis à la disposition des différents prestataires. Conformément à la politique genre (<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>) et aux directives de MCC (<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>), le PAGIS traduit l'engagement des différentes parties prenantes au Compact II à promouvoir l'inclusion sociale et le genre au niveau de toutes les étapes de conception et de mise en œuvre des projets. Son objectif est d'assurer que les contraintes socio-économiques, pouvant affecter la pleine participation des populations et leur accès aux retombées des projets, soient atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive soient identifiées.

1.2. Secteur de la formation professionnelle privée :

La formation professionnelle constitue un pilier essentiel des systèmes d'éducation et de formation en devenant davantage un moyen de développement des richesses et d'évolution de la société. Elle occupe une place importante dans la valorisation du capital humain du pays.

Ce secteur a connu ces dernières années des réformes importantes et une nouvelle impulsion a été donnée à la formation professionnelle, suite aux Hautes Instructions et Orientations de Sa Majesté Le ROI Mohammed VI, Que Dieu l'Assiste, qui donne une importance capitale au développement de la FP.

Le secteur de la formation professionnelle privée, érigé en partenaire de l'Etat, en matière de formation et de développement des qualifications, par la Charte Nationale de l'Education et de la Formation (CNEF), n'est pas en marge de ces réformes et de cette dynamique du secteur et bénéficie aujourd'hui de statut de prestataire de service public reconnu par l'Etat.

En effet, ce secteur a fortement contribué à la réalisation des objectifs des réformes initiées dans le domaine de la FP, surtout après la promulgation de la loi 13.00 portant statut de la formation professionnelle privée et les textes pris pour son application.

Le secteur compte au titre de 2018/2019, 1256 établissements opérationnels (hors 116 centres de formation par apprentissage) avec 79.477 Stagiaires, encadrés par 9.075 Formateurs, 42.728 lauréats ont été mis sur le marché du travail en 2018.

Depuis la promulgation de la loi 13.00, un vaste programme de mise à niveau a été lancé par l'Autorité Gouvernementale Chargée de la Formation Professionnelle, pour garantir la qualité de ses prestations à travers, notamment, la qualification des filières de formation et l'accréditation des établissements. Ces opérations restent cependant des actes volontaires dans lesquelles peuvent s'engager des établissements privés. Actuellement 420 établissements sont accrédités et délivrent des diplômes reconnus par l'Etat. Ces établissements forment 51% des inscrits de ce secteur.

L'arsenal juridique susmentionné a prévu également d'ouvrir la possibilité aux jeunes inscrits dans des

établissements non accrédités de passer des examens organisés par les établissements publics et obtenir des diplômes et certificats établis par les centres d'examens retenus dans le cadre de conventions de partenariat entre les établissements de formation professionnelle privée et ceux du secteur public.

Les modalités et les conditions d'organisation des examens, objet des conventions susvisées, ont été définies dans le cadre de l'Arrêté n° 2140-03 du 9 chaoual 1424 (4 décembre 2003). Toutefois cette disposition de la loi 13.00 n'a jamais été mise en œuvre.

Dans le cadre de la rentrée scolaire 2019-2020, le Ministère en charge de la Formation Professionnelle s'est engagé à réactiver cette disposition pour donner la chance aux jeunes inscrits dans des EFPP non accrédités d'avoir un diplôme délivré par un établissement public, et ce en attendant de l'élargissement de la couverture des EFPP accrédités.

1.3. Composante « appui à la réforme de la formation professionnelle » :

Dans le cadre de l'activité « Formation Professionnelle », la composante appui à la réforme de la formation professionnelle vise à apporter aux acteurs publics et privés concernés par la formation professionnelle, l'assistance technique requise pour appuyer l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle découlant de la Vision stratégique de réforme du système d'éducation et de formation 2015-2030 et de la stratégie nationale de la formation professionnelle à l'horizon 2021 qui s'inscrit dans cette vision.

Elle vise également à appuyer le département de la Formation Professionnelle (DFP) et ses partenaires pour améliorer la performance du système de formation professionnelle actuel et pour la mise en œuvre des principales réformes ayant pour objectif d'améliorer la qualité de la formation professionnelle et la capacité dudit système à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes catégories de publics cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

Ce chantier d'appui à la réforme de la formation professionnelle conduit par MCA-Morocco en étroite collaboration avec les différents acteurs du système de la formation professionnelle concerne 5 axes prioritaires: le cadre juridique et institutionnel, le financement, la formation Continue, le secteur privé de la FP et l'inclusion sociale et genre. Ce chantier est mené en deux étapes : une première étape qui permet d'affiner le design et une seconde étape d'implémentation qui consiste à mettre en œuvre les outputs du design ou toute autre activité jugée prioritaire par les parties prenantes durant la période du Compact II, avec un ciblage des actions prioritaires de concert avec les parties prenantes. A l'heure actuelle, la première étape est achevée pour l'ensemble des axes d'appui à la réforme.

Concernant l'axe consacré au secteur privé de la formation professionnelle, les documents produits dans le cadre de cette phase sont annexés aux présents termes de références :

- **ANNEXE 1** : RAPPORT D'ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE DE LA GESTION ET DE L'ORGANISATION DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE PRIVEE ET DU FOND DOCUMENTAIRE EXISTANT
- **ANNEXE 2** : RAPPORT RELATIF A L'IDENTIFICATION ET A LA CONCEPTION DE MODELES D'ORGANISATION, DE GESTION ET DE RECONNAISSANCE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES PRIVEES
- **ANNEXE 3** : RAPPORT RELATIF À L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION GLOBAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE ORGANISATION DU SECTEUR PRIVÉ DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1. OBJECTIF ET CONSISTANCE DES TERMES DE RÉFÉRENCES

L'objectif de ces termes de références est de définir les contours de la mission portant sur

l'accompagnement du DFP et de ses partenaires dans le processus d'examen et de certification des lauréats des établissements de formation professionnelle privée non accrédités par les établissements relevant du secteur public. L'intervention du prestataire s'articule autour des missions suivantes:

Mission 1 : Lancement et cadrage du projet

Mission 2 : Elaborer la démarche et le processus d'identification des centres d'examens et des filières

Mission 3 : Concevoir le dispositif d'examen et de certification

Mission 4 : Accompagner le DFP dans la réalisation d'une première opération du processus d'organisation des examens de fin de formation au profit des stagiaires des EFPP par des établissements de FP publics

Mission 5 : Organiser un séminaire de partage et de restitution des travaux.

La réalisation de ces activités devrait se faire selon une approche participative qui associe, par le biais de focus groupe et ateliers thématiques, l'ensemble des parties concernées par l'objet de ces termes de références.

Le consultant est appelé à travailler principalement, durant l'exécution de ce contrat, avec les parties prenantes suivantes :

- Le Département de la Formation Professionnelle
- L'OFPPT et les principaux opérateurs publics concernés
- Le Ministère en charge des Finances
- Le conseil supérieur de l'Education, de la Formation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- La FMEP et les associations professionnelles du secteur privé de la FP

La mobilisation du prestataire se fera après la signature du contrat et sa notification par ordre de service de démarrage.

2. DESCRIPTIF DES MISSIONS ET DES LIVRABLES

Mission n° 1 : Lancement et cadrage du projet

Le consultant devra animer une séance de lancement et de cadrage du projet qui sera consacrée à la présentation de la méthodologie d'intervention pour la réalisation des différentes missions objet de la présente consultation.

Dans le cadre de sa démarche, le consultant est tenu de mener des consultations auprès de tous les acteurs susmentionnés.

Cette mission donnera lieu à une note de cadrage (Livrable n°1) qui relate la vision concertée des différents acteurs, tout en présentant et expliquant la méthodologie, le planning de réalisation des missions/activités programmées, l'organisation de l'équipe projet, le contenu et la finalité de chaque mission.

Tout au long de l'exécution des prestations objet de ce contrat, le Consultant est tenu de collaborer avec la Direction Suivi/Evaluation et Analyse Economique de MCA-Morocco pour les aspects de suivi, tels que définis dans le Plan Suivi/Evaluation et avec le cabinet qui mène l'évaluation indépendante de l'Activité.

Il devra également collaborer avec les consultants mobilisés sur les autres projets notamment l'évaluation et l'assurance qualité, le GIS, etc...

Mission 2 : Elaborer la démarche et le processus d'identification des centres d'examens et des

filières

Il s'agit de proposer et d'élaborer la démarche et le processus d'identification des centres d'examens et des filières devant faire l'objet de l'organisation des examens.

Pour cela, le prestataire est tenu de:

- Produire les outils nécessaires pour arrêter la liste des établissements de formation professionnelle privée pouvant conclure des conventions d'organisation d'examens, ainsi que le modèle d'attestation à délivrer à ces centres.
- Etablir la démarche idoine pour le choix des filières et niveaux de formation objet d'examens et les conditions exigées, les objectifs de formation, les modalités d'évaluation.

A l'issue de cette première mission, le prestataire est tenu de produire le livrable suivant :

- **Livrable 2 : Rapport sur la démarche et le processus d'identification des centres d'examen et de choix des filières**

Mission 3 : Concevoir le dispositif d'examen et de certification

Il s'agit de concevoir le dispositif d'examen et de certification des lauréats des EFP privés par les EFP publics. A cet effet, le prestataire est tenu de :

- Etablir toute la procédure depuis la planification, la préparation des examens et leur organisation jusqu'à la certification. Il est tenu également de décrire les rôles, engagements et responsabilités de toutes les parties.
- Proposer un modèle de la convention devant être conclue à cet effet entre les EFPP et le centre d'examen.

A l'issue de cette première mission, le prestataire est tenu de produire le livrable suivant :

- **Livrable 3 : Rapport sur le dispositif d'examen et de certification des lauréats des EFP privés par les EFP publics**

Mission 4 : Accompagner le DFP dans la réalisation d'une première opération du processus d'organisation des examens de fin de formation au profit des stagiaires des EFPP par des établissements publics

Le prestataire est tenu d'expérimenter ce dispositif sur deux centres d'examen à identifier par les parties prenantes. Cette expérimentation doit couvrir tout le processus à partir de l'étape de planification jusqu'à la certification (d'octobre 2020 à juillet 2021).

Il est aussi tenu de proposer les ajustements nécessaires au dispositif proposé suite à cette première opération pilote.

A l'issue de cette première mission, le prestataire est tenu de produire le livrable suivant :

- **Livrable 4 : Rapport sur l'accompagnement dans la réalisation de la première opération pilote**

Mission 5 : Organiser un séminaire de partage et de restitution des travaux.

Il s'agit d'organiser un séminaire de partage et de restitution des travaux (200 personnes environ). Ce séminaire sera adressé aussi bien aux établissements publics que privé de la FP.

Toute l'organisation et la logistique sera assumée par le consultant qui devra préparer au préalable un rapport sur la démarche d'animation, les thématiques, les supports et l'évaluation à approuver par l'Agence MCA-Morocco.

A l'issue de cette mission, le prestataire est tenu de produire un rapport sur le déroulement du séminaire (livrable n° 5)

3. LIVRABLES, ÉCHÉANCIER ET PAIEMENT

3.1. LIVRABLES : Le prestataire est tenu de fournir :

- Les rapports en édition finale de chaque livrable ;
- Un support magnétique comprenant les fichiers numériques constituant les documents écrits modifiables pour les textes, les tableaux, les graphiques et les schémas.

L'impression des documents se fait en recto verso, texte noir et couleur, photos et cartes en quadrichromie sur un support papier de bonne qualité. Le prestataire doit remettre les documents afférents à chaque tâche en langue française.

Tous les livrables sur support magnétique seront sous format informatique préalablement approuvé par l'Agence MCA-Morocco.

La présentation de chaque livrable devrait faire l'objet d'une réunion avec les parties prenantes désignées par l'Agence MCA-Morocco.

Les livrables deviennent propriété totale de l'Agence MCA-Morocco à leur réception.

3.2 SUIVI D'EXÉCUTION DU CONTRAT

L'Agence MCA-Morocco sera appuyée par un **comité de suivi** du projet pour assurer le suivi de l'exécution de toutes les activités et veiller sur leur bon déroulement. Ce comité, co-présidé par l'Agence MCA-Morocco et le département de la formation professionnelle, est composé notamment des représentants de :

- L'OFPPT et les principaux opérateurs publics concernés ;
- Ministère en charge des Finances ;
- Conseil supérieur de l'Education, de la Formation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- La FMEP et les principales associations professionnelles du secteur privé de la FP ;
- Toute personne/organisme dont l'apport est jugé pertinent.

3.3 NIVEAU D'EFFORT ET DUREE DE LA MISSION

La durée maximale de la mission est de 20 mois avec un niveau d'effort de 147 HJ.

3.4 DELAIS D'EXAMEN ET D'APPROBATION DES LIVRABLES

Les délais d'exécution pour chaque livrable n'incluent pas les délais de validation.

Les délais de validation pour chaque livrable incluent un délai d'examen et de formulation des commentaires de quinze (15) jours calendaires maximum pour l'Agence MCA-Morocco et parties prenantes et un délai de dix (10) jours calendaires maximum pour l'intégration des commentaires par le cabinet.

3.5 DUREE D'EXECUTION DES MISSIONS ET PAIEMENT.

Le paiement ne sera effectué qu'après validation des livrables.

La durée de chaque prestation, les livrables à fournir et les paiements y afférents se présentent comme suit :

| Mission | Livrable | Délai de remise des livrables hors délai de validation | Taux paiement |
|----------------------|--|---|----------------------|
| Mission n°1 : | Livrable 1 : Rapport méthodologique | 1 mois après la date de notification par ordre de service | 10 % |
| Mission n°2 : | Livrable 2 : Rapport sur la démarche et le processus d'identification des centres d'examen et de choix des filières | 1,5 mois après validation de L1 | 20 % |
| Mission n°3 : | Livrable 3 : Rapport sur le dispositif d'examen et de certification des lauréats des EFP privés par les EFP publics | 2 mois après validation de L2 | 25 % |
| Mission n°4 | Livrable 4 : Rapport sur l'accompagnement dans la réalisation de la première opération pilote | 10 mois après la date de notification par ordre de service partiel | 35 % |
| Mission n°5 : | Livrable 5 : Rapport du séminaire | 0,5 mois après la date de notification par ordre de service partiel | 10 % |

4. QUALIFICATIONS DU PERSONNEL

4.1- PERSONNEL CLE :

| Expert(e)s | Qualifications requises |
|--|--|
| Spécialiste en ingénierie de formation professionnelle Chef de projet | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes supérieures (Bac +5 au minimum) ➤ Au minimum 5 ans d'expérience en gestion de projet en tant que chef de projet (ayant conduit au moins deux projets réussis). ➤ Grandes capacités en matière d'animation de groupes de travail ➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière d'ingénierie de FP et de gestion du système de formation professionnelle (avoir participé à au moins 2 projets dans ce domaine) ; ➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière de gestion et d'organisation des établissements de formation professionnelle publics (avoir participé à au moins 2 projets relatifs à la FP publique) ; ➤ La connaissance du fonctionnement du secteur privé de formation professionnelle au Maroc est un atout (avoir participé à au moins un projet en lien avec le secteur privé de la Formation professionnelle au Maroc). ➤ La maîtrise de la langue française est requise |

| | |
|--|---|
| <p>Spécialiste en gestion des établissements privés de la FP</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes supérieures (Bac +4 au minimum) ➤ Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le management des établissements privés de la formation professionnelle ; ➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière de gestion et d'organisation des établissements de formation professionnelle privé (avoir participé à au moins 2 projets relatifs à la FP privée) ➤ La maîtrise de la langue française est requise |
| <p>Spécialiste en gestion des établissements publics de la FP</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes supérieures (Bac +4 au minimum) ➤ Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le management des établissements publics de la formation professionnelle ; ➤ Avoir une connaissance des pratiques internationales en matière de gestion et d'organisation des établissements de formation professionnelle publics (avoir participé à au moins 2 projets relatifs à la FP publique) ➤ La maîtrise de la langue française est requise |

ANNEXE 4
(TAX EXEMPTION GUIDELINES FOR VENDORS).